

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 05/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  GÉORISQUES

PAPREC ENERGIES OPERATIONS (ex INOVA Opérations)

Route de Bouzonville
45300 Pithiviers

Références : VAT20230288
Code AIOT : 0010008113

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement PAPREC ENERGIES OPERATIONS (ex INOVA Opérations) implanté Route de Bouzonville 45300 Pithiviers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

APMD du 13/09/2019 notamment sur la qualité des rejets atmosphériques
APMU du 19/04/2021
AP amende du 22/06/2021 et 11/10/2022

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC ENERGIES OPERATIONS (ex INOVA Opérations)
- Route de Bouzonville 45300 Pithiviers
- Code AIOT : 0010008113
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPREC ENERGIES OPERATION (ex-INOVA OPERATIONS) est délégataire du service public de gestion des équipements de traitement et de valorisation des déchets du syndicat Beauce Gâtinais Valorisation. Elle exploite à ce titre l'usine d'incinération des ordures ménagères de Pithiviers, constituée de 2 lignes d'incinération.

Des travaux d'amélioration du système de traitement des fumées ont été réalisés en 2021 pour intégrer notamment un système de traitement des oxydes d'azote SCR.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la précédente visite
- Chaudières
- Surveillance environnementale
- Valeurs limites des rejets d'eaux pluviales vers le milieu naturel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Valeurs limites d'émissions dans l'air - NC2* VI 07/04/2021	Arrêté Préfectoral du 15/02/2023, article 5.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
2	Assurance Qualité des AMS – QAL2 - NC1* VI 07/04/2021	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
4	Assurance Qualité des AMS – QAL3 - Remarque 1 VI 07/04/2021	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
5	Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO ₂ , NO _x , NH ₃	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Valeurs limites d'émissions dans l'air - Transmission des résultats	AP du 20/04/2007, article 2.6.3.2	Susceptible de suites	Sans objet
11	Consignes générales d'intervention - NC9 VI 07/04/2021	Arrêté Préfectoral du 20/04/2007, article 7.4.5	Susceptible de suites	Sans objet
12	Prévention des risques - principes directeurs - centrales détection	Arrêté Préfectoral du 20/04/2007, article 7.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
6	Indisponibilité de la mesure en continu	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1 b)	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Valeurs limites d'émissions dans l'air– Dioxines et fur. - NC3 VI 07/04/202	Arrêté Préfectoral du 15/02/2023 article 5.2.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale, Amende	Sans objet
9	Valeurs limites d'émissions dans l'air – Diox. et fur. - NC4&5 VI 07/04/21	Arrêté Préfectoral complémentaire du 29/02/2012, article 2.5.2.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
13	Chaudières	AP du 20/04/2007, article 7.2.9	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 20/04/2007, article 1.4	Susceptible de suites	Sans objet
15	Surveillance environnementale	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30	/	Sans objet
16	Valeurs limites des rejets d'eaux pluviales vers le milieu naturel	AP Complémentaire du 20/04/2007, article 6.3.6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats sont mentionnés dans les différents points de contrôles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Assurance Qualité des AMS – QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 29/09/2022
Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
Constats : (C1) Le certificat QAL1 de l'analyseur 1 (MCS 100 E HW) ne couvre pas chacun des polluants mesurés en continu. Il ne mesure que le NO et non le NO ₂ , et aucun convertisseur de NO ₂ en NO n'est présent en amont de l'analyseur. La teneur en NOx est donc minorée.
Observations : Observations du 12/07/2022 : Voir canevas en annexe. Les analyseurs FWE 101 et EUROFID ne disposent pas de certificat QAL1. Pour ces analyseurs, les étendues de mesure certifiée ne sont pas connues pour les paramètres poussières et COVT. L'analyseur MCS 100 E HW ne mesure que le NO et aucun convertisseur de NO ₂ en NO n'est présent en amont de l'analyseur. La teneur en NOx est donc minorée. Son certificat QAL1 ne précise pas la plage de mesure des paramètres mesurés. Constat du 12/07/2022: Le QAL1 n'est pas effectué conformément aux normes en vigueur pour l'ensemble des analyseurs. Réponse de l'exploitant du 10/10/2022 : Suite à la publication de la norme NF EN 14481 relative aux essais QAL1, QAL2, AST un guide d'application a été édité par l'Afnor pour tenir compte des analyseurs déjà installés et ne disposant pas de certificat QAL1 : FD X 43-132 - 7 Juillet 2017 - Émissions de sources fixes — Assurance qualité des systèmes de mesure automatique — Application des normes NF EN 14181, NF EN 13284-2 et NF E 14884 - 4.1 Généralités. Dans le cas particulier d'appareils déjà installés sur site et non certifiés conformément aux NF EN 15267-1, 2, 3 ou pour le mesurage de composants non évalués à ce jour, ou pour des AMS déjà installés et certifiés conformément aux NF 'EN 15267-1, 2, 3, mais où la VLE de l'installation ou l'exigence d'incertitude élargie ont été par la suite modifiées, l'étape QAL1 ne pouvant être validée, l'incertitude élargie sur les valeurs mesurées peut être toutefois considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL2 (test de variabilité) et QAL3 (possibilité d'ajuster l'appareil si une dérive est constatée) conduisent à des résultats satisfaisants. Observations du 18/04/2023 : Aucune réponse de l'exploitant sur la mesure du NO et du NO ₂ concernant la mesure des NOx. Lorsqu'il n'y a pas de spécification dans les mesures des NOx deux options sont possibles : présence d'un convertisseur de NO ₂ ou prise en compte d'un coefficient correcteur. Il est demandé à l'exploitant de justifier l'absence de dispositif de conversion, puis de présenter et d'expliquer la nature du coefficient correcteur adopté.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 29/09/2022
Prescription contrôlée : Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
Constats : (C2) Le contrôle QAL2 réalisé en janvier 2021 sur les analyseurs de la ligne 1 n'est pas conforme aux normes de référence.
Observations : Observations du 12/07/2022 : Rappel NC1* VI 2021 : Les rapports d'autosurveillance des rejets atmosphériques ne mentionnent pas des données conformes tenant compte des paramètres d'étalonnage issus du QAL 2. Voir canevas en annexe 3 du rapport du 28/07/2022. Les VLE jour ont été dépassées durant la mise en œuvre du QAL2 (janvier 2021) pour les paramètres NOx et CO sur les AMS titulaires et redondants de la ligne 1. Constat du 12/07/2022 : (C4) Le contrôle QAL2 réalisé en janvier 2021 sur les analyseurs de la ligne 1 n'est pas conforme aux normes de référence. Réponse de l'exploitant du 10/10/2022 : Les concentrations mentionnées comme étant supérieures à la VLE sont obtenues pendant les essais QAL2. Il est clair que les QAL2 ne sont pas une autorisation à dépasser les VLE jour, il n'empêche que pour obtenir une fonction d'étalonnage représentative dans une plage de concentration étendue nous avons ponctuellement dépassé la VLE jour sur quelques essais. Observations du 18/04/2023 : Le constat est maintenu : Le contrôle QAL2 réalisé en janvier 2021 sur les analyseurs de la ligne 1 n'est pas conforme aux normes de référence. Les AST du 25 et 26/10/2022 des lignes 1 et 2 (titulaires et redondants) (vérification de la droite d'étalonnage) ont été fournis et les rapports concluent que : "Le test est en échec et une nouvelle fonction d'étalonnage doit être établie via une procédure QAL2."
Suite aux constats d'échec des tests des contrôles AST d'octobre 2022, des nouveaux QAL2 pour les 2 lignes (titulaires et redondants) doivent être réalisés dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 2 mois
Prescription contrôlée : <p>L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.</p>
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Observations du 12/07/2022 : Voir canevas en annexe 3 du rapport du 28/07/2022. Constat du 12/07/2022 : (C3) Aucun test annuel complet n'a été réalisé sur les analyseurs de la ligne 1 en 2020. L'exploitant veillera à respecter la fréquence annuelle des AST en alternance avec les QAL2 à réaliser tous les 3 ans. Réponse de l'exploitant du 10/10/2022 : Le planning des contrôles réglementaires a été mis à jour, il est partagé par le responsable d'exploitation, l'assistante de direction et le directeur d'usine. Ce planning est consulté mensuellement et fait l'objet d'une revue annuelle. Observations du 18/04/2023 : Les AST du 25 et 26/10/2022 des lignes 1 et 2 (titulaires et redondants) (vérification de la droite d'étalonnage) ont été fournis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 29/09/2022
Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
Constats : (C3) Le QAL3 n'est pas effectué conformément aux normes en vigueur.
Observations : Observations du 12/07/2022 : Rappel VI 2021 Remarque 1 : La norme NF 14181 relative aux procédures qui doivent être mises en place pour établir les niveaux d'assurance qualité (QAL) des systèmes automatique de mesure, prévoit une procédure QAL3 pour maintenir et démontrer la qualité des résultats des mesures au cours du fonctionnement normal de l'instrument de mesure. Cette procédure doit être mise en place par l'exploitant au plus tard le 1er juillet 2021. Voir canevas en annexe 3 du rapport du 28/07/2022. L'exploitant ne dispose pas de procédure précisant la manière d'effectuer le QAL3. L'exploitant ne dispose pas de carte de contrôle au zéro. L'exploitant indique ne pas réaliser de QAL3 pour les analyseurs de poussières. L'exploitant justifiera que l'injection des gaz étalon respecte les dispositions du Guide NF X 43-132 sur les temps de réponse. Constat du 12/07/2022 : (C5) Le QAL3 n'est pas effectué conformément aux normes en vigueur. Réponse de l'exploitant du 10/10/2022 : La procédure précisant la manière d'effectuer le QAL 3 est rédigée, cependant cette opération étant sous-traitée à l'entreprise qui effectue la maintenance, elle doit être validée par cette dernière ; de même que doit être revue la carte de contrôle servant actuellement. Les temps de réponse à l'injection des gaz étalon est à l'ordre du jour de cette revue. Concernant les QAL 3 des analyseurs de poussières la question est ouverte sur les meilleures techniques de réalisation de ces tests. Observations du 18/04/2023 : La procédure QAL3 de SECAUTO a été fournie. Le QAL3 est sous-traité et réalisé mensuellement. Les cartes de contrôles n'ont pas été transmises parce que l'exploitant n'a pas le logiciel pour ouvrir les données des cartes de contrôle. Pour autant, les cartes de contrôle au zéro sont à fournir. Pour le QAL3 des analyseurs de poussières, il peut être utilisé une lentille opacifiée dans la cheminée. Les temps d'injection des gaz étalons ne sont pas précisés dans la procédure QAL3 fournie. Le constat est maintenu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO₂, NO_x, NH₃

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO ₂ , NO _x , NH ₃
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 29/09/2022
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - poussières totales ; - substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ; - chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ; - oxydes d'azote et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs Azotés. La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an. La mesure en continu du chlorure d'hydrogène, du fluorure d'hydrogène et du dioxyde de soufre n'est pas nécessaire lorsque l'arrêté préfectoral d'autorisation autorise seulement l'incinération de déchets qui ne peuvent pas entraîner des valeurs moyennes de ces substances polluantes supérieures à 10 % des valeurs limites d'émission fixées pour ces substances.
Constats : (C4) L'exploitant ne réalise pas la mesure en continu des oxydes d'azote (NO _x), mais uniquement du monoxyde d'azote (NO).
Observations : Observations du 12/07/2022 : D'après la visite en salle de contrôle et les bilans mensuels des émissions, les paramètres poussières totales, COT, HCl, SO ₂ , NO et NH ₃ font l'objet d'un suivi en continu via 3 analyseurs sur chacune des lignes 1 et 2, et 3 analyseurs redondant, qui commutent sur chaque ligne en cas de besoin (voir canevas en annexe). Cependant, les analyseurs installés ne mesurent que le NO, et pas le NO ₂ . Les NO _x étant la somme des NO et NO ₂ , la teneur en NO _x mesurée par l'exploitant est minorée. Constats du 12/07/2022 : (C1) L'exploitant ne réalise pas la mesure en continu des oxydes d'azote (NO _x), mais uniquement du monoxyde d'azote (NO). Réponse de l'exploitant du 10/10/2022 : Selon la norme NF EN 14792, les QAL2 valent les NO _x sur les valeurs NO+NO ₂ . Le facteur d'étalonnage tient compte de la proportion de chacun de ces éléments. Il est admis que la proportion de NO ₂ est minoritaire sur les usines incinérant des ordures ménagères. Observations du 18/04/2023 : L'exploitant explique que sa réponse émane des constructeurs des analyseurs. Lorsqu'il n'y a pas de spécification dans les mesures des NO _x , deux options sont possibles : présence d'un convertisseur de NO ₂ ou prise en compte d'un coefficient correcteur. En l'occurrence, il est demandé de justifier l'absence de dispositif de conversion, puis de présenter et d'expliquer la nature du coefficient correcteur adopté. Il s'agit d'expliquer dans le détail le passage de NO à NO _x . Le constat est maintenu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Indisponibilité de la mesure en continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1 b)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Indisponibilité analyseurs – Compteurs des 10h consécutives et 60h/an
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2022
Prescription contrôlée : Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Observations du 12/07/2022 : Consultation du bilan annuel des rejets atmosphériques 2021. Temps cumulé d'indisponibilité des dispositifs de mesure en continu de la ligne 1: 82h20 min Temps cumulé d'indisponibilité des dispositifs de mesure en continu de la ligne 2: 73h40 min L'exploitant indique que le temps d'indisponibilité des dispositifs de mesure en continu n'a jamais dépassé 10 h sans interruption. Constat du 12/07/2022 : (C6) Le temps cumulé d'indisponibilité des dispositifs de mesure en continu a dépassé soixante heures cumulées en 2021 sur les lignes 1 et 2. Réponse de l'exploitant du 10/10/2022 : Les temps de maintenances préventives et correctives des analyseurs sont en inadéquation avec le constat que nous ne remettons pas en cause. Nous investiguons sur ce point. Observations du 18/04/2023 : En 2022, les indisponibilités des analyseurs ont été les suivantes : - ligne 1 : multi gaz : 49 h, poussière : 46 h et débit 30 min. - ligne 2 : multi gaz : 8h30, poussière : 0 h et débit 8h30. Au 31/03/2023 : - ligne 1 : 8h multi gaz, 6 h poussières, - ligne 2 : 10 h multi gaz, 0 h poussières. Suite au changement de l'intégrateur du MEAC 300 de SICK (pour intégrer les droites QAL2), le basculement sur le redondant n'était pas pris en compte (mais l'exploitant a mis du temps à s'en rendre compte : SICK, ABB et INEO ont travaillé sur le sujet). Les données brutes des analyseurs sont enregistrées en amont du MEAC. Le MEAC extrait, met en forme et discute avec la supervision. 49h d'indisponibilité sur le ligne 1 en 2022 c'est proche de la limite des 60h. L'exploitant explique que cela est lié à un problème rencontré en 2022 sur l'analyseur redondant des 2 lignes. Cet analyseur redondant a subi une maintenance forcée en 2022 pour avoir de meilleures performances (fiabilisation du fonctionnement). Les factures de la maintenance forcée sont à fournir.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Valeurs limites d'émissions dans l'air - Transmission des résultats

Référence réglementaire : AP du 20/04/2007, article 2.6.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : susceptible de suites• date d'échéance qui a été retenue : 29/09/2022
Prescription contrôlée : <p>Les résultats des analyses demandées aux chapitres 2.4, Titre 3, article 2.5.2 et article 2.5.3 du présent arrêté accompagnés des flux des polluants mesurés, sont communiqués à l'inspection des installations classées selon une fréquence trimestrielle en ce qui concerne [...] les mesures en continu [...] demandées à l'article 2.5.2 [...]. Les résultats sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
Constats : (C5) L'exploitant doit compléter ses rapports de transmission des mesures en continu des rejets atmosphériques par les valeurs des dépassements des VLE 30 min à chaque événement. Les résultats des mesures en continu ne sont pas envoyés mensuellement à l'inspection contrairement à son engagement.
Observations : Observations du 12/07/2022 : Consultation des bilans mensuels des rejets atmosphériques de l'année 2021, du tableau de synthèse des dépassements des VLE 30 min et du fichier intitulé "détail des dépassements 2021". <p>Ces éléments rendent compte des dépassements des différentes VLE, et les résultats sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Cependant, il manque les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- durée en continu et valeur des dépassements des VLE 30 min à chaque événement,- nombre de dépassement des VLE flux jour pour chaque paramètre. <p>Réponse de l'exploitant du 10/10/2022 : L'exploitant s'engage à communiquer mensuellement les bilans des mesures en continu des rejets en y mentionnant les éléments demandés. Le message sera accompagné d'un commentaire d'alerte quand il aura lieu.</p> <p>Observations du 18/04/2023 : Les résultats des mesures en continu ne sont pas envoyés mensuellement à l'inspection contrairement à son engagement. Les bilans mensuels font apparaître les nombres de dépassement des VLE flux jour pour chaque paramètre. Concernant les dépassements des VLE 30 min, la valeur de ces dépassements n'est pas mentionnée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2023, article 5.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale, Amende • date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2022
Prescription contrôlée : Voir tableau de l'article 5.2.4 de l'APC du 15/02/2023 précisant les VLE (valeur limite et flux limite jour) pour les dioxines et furanes
Constats : Pas de commentaire.
<p>Observations : Rappel VI 2021 : Non-conformité 3 : L'installation présente des dépassements réguliers des valeurs limites d'émission en dioxines et furanes depuis le mois de juillet 2020, principalement sur la ligne 1 .</p> <p>Article 2 point 3 de l'APMD du 13/09/2019 : L'exploitant est tenu de respecter, sous un délai d'un mois les dispositions de l'article 5.2.4 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2007 en respectant les valeurs limites d'émission en dioxines-furannes dans les rejets atmosphériques.</p> <p>Constat du 12/07/2022 : (C8) L'installation a présenté des dépassements réguliers des valeurs limites d'émission en dioxines et furanes sur les lignes 1 et 2 entre mai et septembre 2021.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 10/10/2022 : Les résultats de 2022 montrent que la maîtrise du process s'améliore. Reste un point de vigilance à exercer pendant les phases de redémarrage. Il entre dans les attributions du responsable d'exploitation adjoint d'épauler les responsables de quart et de surveiller le comportement du four pendant ces phases.</p> <p>Observations du 18/04/2023 :</p> <p>Historique : 2019 : 1/0, 2020 : 3/1, 2021 : 6/10, 2022 : 1/0, 2023 : 0/0</p> <p>1 dépassement de cartouche en 2022 du 25/04 au 24/05 rapport reçu le 08/07 (45 jours) – contre mesure le 21/07 à 0,019 ng/Nm³, dépassement dû à un redémarrage difficile.</p> <p>Les résultats des différentes cartouches ont été transmis au fil de l'eau. Ces résultats sont conformes.</p> <p>Vu du 22/06 au 20/07/2022, du 20/07 au 17/08/2022, du 17/08 au 14/09/2022, du 14/09 au 12/10/2022, du 12/10 au 09/11/2022 du 09/11/2022 au 07/12/2022, du 07/12/2022 au 04/01/2023, du 04/01/2023 au 01/02/2023, du 01/02/2023 au 01/03/2023.</p> <p>2022 : intervention LECES le 21/07 rapport reçu le 07/09 (48 jours)</p> <p>→ vu courrier d'engagement du laboratoire LECES sur les délais du 29/03/2023 (avec rapport définitif sous 3 semaines) suite à la dérive de début d'année,</p> <p>→ vu le tableau de suivi de réception des résultats d'analyse avec délais associés.</p> <p>Le constat est levé.</p> <p>L'article 2 point 3 de l'APMD du 13/09/2019 : "L'exploitant est tenu de respecter, sous un délai d'un mois les dispositions de l'article 5.2.4 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2007 en respectant les valeurs limites d'émission en dioxines-furannes dans les rejets atmosphériques." est respecté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral complémentaire du 29/02/2012, article 2.5.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2022
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage de 4 semaines. Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie à l'article 5.2.4, l'exploitant doit faire réaliser sous un délai maximal de dix jours par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes selon la méthode définie ci-dessous. Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais. La mise en place et le retrait des dispositifs d'échantillonnage et l'analyses des échantillons prélevés sont réalisés par un organisme mentionné au présent article.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Observations du 12/07/2022 : Rappel VI 2021 : Non-conformité 4 : L'exploitant ne déclare pas les dépassements en dioxines et furanes à l'inspection. Non-conformité 5 : L'exploitant n'a pas présenté la contre analyse sur les concentrations en dioxines et furanes faisant suite au dépassement des VLE sur la cartouche de mesure en semi-continue du 10/11/20 au 08/12/20 sur la ligne 1. Article 2 point 1 de l'APMD du 13/09/2019: L'exploitant est tenu de respecter, sous un délai d'un mois les dispositions de l'article 2.6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2007 en transmettant les résultats des mesures en continu et semi-continu des rejets atmosphériques selon une périodicité trimestrielle. Article 2 point 4 de l'APMD du 13/09/2019: L'exploitant est tenu de respecter, sous un délai d'un mois les dispositions de l'article 2.5.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2007 en informant l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais de ces dépassements et en réalisant une nouvelle mesure ponctuelle par un organisme accrédité sous le délai maximal de 10 jours. Depuis la dernière visite, l'exploitant transmet au fil de l'eau les résultats des mesures en semi-continu. Les résultats des mesures de mai et juin 2022 ont été envoyés à l'inspection le 15/07/2022 par courriel. L'exploitant indique avoir programmé une contre analyse pour le 21/07/22 suite au dépassement des VLE de la cartouche de la ligne 1 de mai 2022. Cette mesure sera réalisée dans un délai de 1.5 mois après le dépassement des VLE. L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives en réponse à l'article 2 point 1 de l'APMD du 13/09/2019, et partiellement les actions correctives en réponse à l'article 2 point 4 du même arrêté.

Constat du 12/07/2022 : (C9) L'exploitant doit veiller à faire réaliser une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes sous un délai rapide après l'identification d'un dépassement de VLE.

Réponse de l'exploitant du 10/10/2022 : Le délai de déclenchement de l'analyse ponctuelle est quasi immédiat dès que le dépassement est connu. Mais l'exploitant ne maîtrise pas les délais des laboratoires d'analyse. L'exploitant entretient avec le laboratoire de contrôle une relation de confiance et transparente, mais le laboratoire n'est pas toujours en mesure de prévenir d'une NC avant l'émission du rapport.

Observations du 18/04/2023 : Pas de dépassement observé dans les cartouches depuis juin 2022. Les constats sont levés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2023, article 5.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2022
Prescription contrôlée : Voir tableau de l'article 5.2.2 de l'APC du 15/02/2023 précisant les VLE (valeur limite en moyenne journalière, valeur limite en moyenne sur une demi-heure, flux limite jour) pour les poussières totales, COT, HCL, SO ₂ , NO, et ammoniac
Constats : (C6) Des dépassements des VLE flux jours en 2022 sont constatés (L1 : poussières, HCl, SO ₂ et L2 : poussières, HCl).
Observations : Rappel NC2* VI 2021: Les valeurs limites d'émission dans l'air (en moyennes journalières) ne sont pas respectées sur plusieurs paramètres.(NOx, HCl et CO). Art. 2 de l'APMD du 13/09/2019 point 2: L'exploitant est tenu de respecter, sous un délai d'un mois [...] les dispositions de l'article 2.6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2007 en respectant les valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques pour l'ensemble des paramètres. Constat du 12/07/2022 : (C7) Dépassements des VLE jour et des VLE flux jour sur plusieurs paramètres (CO, HCl, NOx, COT, S02 et poussières) sur les lignes 1 et 2. Réponse de l'exploitant du 10/10/2022 : L'année 2022 voit la poursuite des formations à la conduite. Le chantier SCR, même s'il reste des réserves à lever notamment au niveau des ventilateurs de tirage et des broyeurs, est terminé : il n'y a plus d'interaction et le personnel acquiert les bons réflexes (prise en main) pour pallier aux défaillances identifiées du nouveau traitement. En complément de la formation, un poste d'adjoint au responsable d'exploitation a été créé ; son rôle est de poursuivre la montée en compétence des responsables de conduite et de veiller à la maîtrise des rejets atmosphériques. Cet adjoint est un responsable de conduite chevronné qui retarde son départ en retraite. Le dispositif d'aide à la conduite permettant la visualisation par le responsable de conduite des niveaux d'émission des rejets atmosphériques et de leur tendance en instantané est commandé et devrait être disponible avant la fin de l'année (pénurie composants). Les enregistrements journaliers sont suivis par l'assistante dévolue à l'exploitation ainsi qu'au responsable Exploitation maintenance qui alertent adjoint et responsables de quart. Le poste MEAC 300 est enfin en service, les droites d'étalonnage issues des QAL2 sont renseignées. Observations du 18/04/2023 : Le poste MEAC 300 et le dispositif d'aide à la conduite permettant la visualisation par le responsable de conduite des niveaux d'émission des rejets atmosphériques et de leur tendance en instantané ont été visualisés en salle de commande. Le détail des formations d'aide à la conduite de l'installation a été fourni. En 2022, cela concerne 17 agents pour 516 heures pour Formation à la conduite de l'installation : exploitation avec Dénox, Formation à la conduite de l'installation : exploitation avec Dénox et boucle de récupération de chaleur et réseau EC, Formation à la conduite de l'installation et exploitation : GTA, Exploitation - Traitement d'eau. Si non-maitrise du GTA, cela va perturber les conducteurs dans la conduite. Il y

a un point d'équilibre à maintenir.

Cf analyses en annexe 2.

Pas de dépassements VLE jour sur les 2 lignes entre août 2022 et mars 2023.

Des dépassements des VLE flux jours en 2022 sont constatés (L1 : poussières, HCl, SO₂ et L2 : poussières, HCl).

Pas de dépassements en 2023.

Les actions correctives suivantes ont été mises en place :

- Concernant les dépassements poussières liés à la perte d'air comprimé, le contrat de maintenance de la production d'air comprimé a été renforcé en y adjoignant les assécheurs d'air cause des défaillances.

- Concernant les défauts des broyeurs, installés par ATS pendant le chantier SCR, qui sont à l'origine des dépassements de HCl, Paprec Energies Opération et les services support technique de Paprec Energies s'emploient à résoudre les problèmes de programmation (pourquoi il ne se met pas en route et le redondant aussi) et de maintenance, les interventions sont en cours. La maintenance a été faite. Le programme d'action sur la programmation du broyeur est à fournir. Les tableaux de suivi des grenaillage et du graissage des broyeurs ont d'ores et déjà été fournis.

Il y a avait historiquement une GMAO sur le site, ils vont passer sur une autre GMAO qui n'est pas encore en place et ils travaillent actuellement avec des fichiers excel.

Les mesures ponctuelles des 08-09/06/2022 et 25-26/10/2022 ont été fournies et sont conformes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2007, article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 29/09/2022
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant a communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. Ces consignes sont affichées à plusieurs endroits sur le site.
Constats : (C7) L'exploitant doit démontrer à l'inspection que les consignes de sécurité ont été mises à jour suite aux travaux de modification des équipements de protection contre l'incendie.
Observations : Observations du 12/07/2022 : Rappel VI 2021 : Non-conformité 9 : Les consignes générales d'intervention ne sont pas affichées en salle de quart. Le jour de la visite, l'inspection constate que les consignes générales d'intervention ne sont pas affichées en salle de quart, mais que le personnel présent sait où elles se situent. L'exploitant doit démontrer à l'inspection que les consignes de sécurité ont été mises à jour suite aux travaux de modification des équipements de protection contre l'incendie. Constat du 12/07/2022 : (C10) Le jour de la visite, les consignes générales d'intervention sont disponibles en salle de quart, mais ne sont pas affichées. L'exploitant doit démontrer à l'inspection que les consignes de sécurité ont été mises à jour suite aux travaux de modification des équipements de protection contre l'incendie. Réponse de l'exploitant du 10/10/2022 : Les reports d'alarmes et tout ce qui a trait au SSI via un système dit "miroir" sont en voie d'être tous ramenés en salle de commande, à la vue et sous la surveillance des équipes de quart. Les consignes sont connues, l'ordonnancement des lieux définira le point le plus propice à l'affichage. Observations du 18/04/2023 : L'affichage des consignes n'a pas été contrôlé en salle de quart. Ces consignes sont à fournir afin de vérifier la prise en compte dans ces dernières des modifications du site (Vérification visuelle de la mise en place des équipements suivants lors des travaux de 2021 (décrits dans le porter à connaissance du 23 avril 2021) : - deuxième canon sur la fosse à déchets, commandé à distance depuis la salle de contrôle, - connexion de la protection de la vitre pontier sur le réseau incendie - installation d'une réserve d'eau incendie connectée à un groupe motopompe indépendant - installation d'une détection de flamme sur les brûleurs - installation d'une caméra thermique sur la fosse à déchets. Le rapport DESAUTEL "projet protection incendie" de 2019 décrit seulement les installations projetées et leur fonctionnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Prévention des risques - principes directeurs - centrales détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2007, article 7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Centrales détection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.
Constats : (C8) Les centrales de détection indiquent des défauts.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Chaudières

Référence réglementaire : AP du 20/04/2007, article 7.2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Chaudières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les chaudières sont construites conformément à la réglementation sur les appareils à pression. Un calcul réglementaire permet de vérifier que la chaudière est à même de résister aux surpressions engendrées par la rupture d'un tube de vapeur. Elle comportent a minima les éléments de sécurité suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un contrôle des paramètres de la combustion ; - des soupapes de sécurité sur les ballons de chaudières ; - des alarmes reportées en salle de contrôle ; - une régulation de la pression et de la température dans le surchauffeur ; - une régulation de la pression et du niveau d'eau dans le ballon ; - une évacuation des surpressions dans le four chaudière par la trappe d'extension placée en sortie de la chaudière. <p>L'exploitant met en place un programme d'entretien et de surveillance sur les chaudières qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Pas de commentaire.
<p>Observations : L'exploitant a expliqué diligenter des expertises chaudières pendant l'arrêt techniques de printemps. Les comptes-rendus d'expertise des lignes L1 et L2 d'avril 2022 ont été fournis.</p> <p>En fonction des résultats de cette expertise, un arrêt technique supplémentaire a été fait sur la ligne 1 en octobre 2022 pour réaliser les travaux nécessaires (rapport du 15/03/2023 fourni).</p> <p>Les factures des expertises chaudières de 2021 ont également été fournies.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2007, article 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 29/09/2022
Prescription contrôlée : Les eaux souterraines font l'objet d'une surveillance biennale au droit du site via 3 piézomètres
Constats : Pas de commentaire.
<p>Observations : Observations du 12/07/2022 : Dans le rapport de base (rapport de juillet 2021) cité dans son dossier de réexamen, l'exploitant a indiqué que les eaux souterraines font l'objet d'une surveillance biennale au droit du site via 3 piézomètres.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique qu'une seule campagne d'analyses a été réalisée en 2021, et qu'aucune campagne n'est encore programmée pour 2022. Il précise être en attente d'un programme d'analyses de la part de l'Agence de l'eau.</p> <p>Constat du 12/07/2022 : (C11) Les eaux souterraines au droit du site ne font pas l'objet d'une surveillance biennale.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 10/10/2022 : Attente de la proposition commerciale de l'organisme de contrôle. Extrait du mail de ce 10/10/2022 : « Bonjour M. le directeur, Je désolée, j'ai transmis le dossier aux collègues désormais en charge de ces missions. Je retransmis votre mail pour les relancer et vais les harceler pour un retour rapide. Cordialement»</p> <p>Observations du 18/04/2023 : Le dernier rapport de mesures du 30/11/2022 de SOCOTEC a été fourni.</p> <p>article 10 de l'APC du 15/02/2023 : surveillance semestrielle hautes eaux et basses eaux à prévoir.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux.</p> <p>Il prévoira notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant la mise en service de l'installation (point zéro) ; - dans un délai compris entre trois mois et six mois après la mise en service de l'installation ; - après la période initiale, selon une fréquence au moins annuelle. <p>Le programme est déterminé et mis en oeuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Ses modalités sont précisées dans l'arrêté d'autorisation. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.</p> <p>Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.</p> <p>Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu au point c de l'article 31 et sont communiqués à la commission locale d'information et de surveillance lorsqu'elle existe.</p>
Constats : Pas de commentaire.
<p>Observations : Les rapports des campagnes de mesures 2021 et 2022 ont été fournis. Le rapport 2022 met en évidence un dépassement en dioxines dans les sols du point témoin donc pas lié à l'UVE. Si cela persistait, il conviendrait de questionner la pertinence de ce point en tant que point témoin.</p> <p>Par ailleurs, "au cours du programme de surveillance mené en 2022, les concentrations en métaux mesurées dans les différentes matrices ne mettent pas en avant d'anomalie particulière ou d'impact significatif de l'incinérateur. Ces résultats restent conformes aux bruits de fond nationaux ou aux valeurs interprétatives. Il est seulement possible de souligner qu'en comparaison à l'environnement local témoin, des valeurs plus marquées sont recensées pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les collecteurs sur la station 1 (Co, Cu, Mn, V), la station 2 (Co, V), la station 4 (Sb) ; - Pour les herbes sur la station 1 (Cr, Ni), la station 5 (Mn) ; - Pour les sols sur la station 2 (Zn) et la station 3 (Zn)." <p>Ces résultats sont à analyser par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Valeurs limites des rejets d'eaux pluviales vers le milieu naturel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/04/2007, article 6.3.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des rejets d'eaux pluviales vers le milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement qui ne sont pas entrées en contact avec les déchets doivent respecter les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">- matières en suspension : la concentration ne doit pas dépasser 150 mg/L ;- DCO: la concentration ne doit pas dépasser 125 mg/L ;- DBOS (NFT 90-103) : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/L ;- Hydrocarbures totaux : la concentration ne doit pas dépasser 10 mg/L.
Constats : Pas de commentaire.
Observations : Les résultats des analyses des rejets aqueux 2021 (14/06/2021 et 04/01/2022) et 2022 (01/07 et 20/12) ont été fournis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

